

Séance publique du lundi 7 octobre 2013

Convoqué le mardi 1 octobre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 7 octobre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Amina BENOUGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Annie BENEZECH, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Sarah EL ATMANI, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Christian BOUILLE, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Foncier P.A.E. Allée du Tiers Etat Acquisition emprise Résidence Les Rives du Lez

Michaël DELAFOSSE rapporte :

A la suite de l'approbation du PAE de l'Allée du Tiers Etat par le conseil municipal du 16 décembre 2011, il convient de procéder aux acquisitions foncières nécessaires au projet de requalification de l'allée du Tiers Etat, conformément à l'emplacement réservé C 196 du plan local d'urbanisme (PLU).

La résidence « Les Rives du Lez » est concernée par cet aménagement de voirie pour une emprise de 31 m² nouvellement cadastrée EZ 586.

L'assemblée de copropriétaires a donné son accord pour la cession de la parcelle EZ 586 au prix de 54 € / m², ce qui représente un montant total de 1 674 € avec prise en charge par la Ville de la réfection de la clôture, ainsi que des différents travaux liés à la modification de l'emprise.

Ce terrain est constitué d'un jardin d'agrément laissé en jouissance exclusive au propriétaire de l'appartement situé en rez-de-chaussée, à savoir Madame Fondeville, qui revendique un dédommagement pour perte de jouissance. Il est proposé de lui verser un montant forfaitaire de 800 € (huit cents euros) par l'intermédiaire du notaire chargé de cette transaction. Madame Fondeville dédommagera elle-même son locataire, sans que la Ville intervienne dans cette transaction. La Ville est ainsi libérée de tout engagement avec le locataire de l'appartement situé en rez-de-chaussée.

Le montant total des dépenses sera couvert par la recette encaissée par la Ville au titre du PAE. Les crédits sont disponibles sur le budget de la Ville, BP 2013, nature 2111, chapitre 908.

Maître Carment, notaire à Prades-le-Lez, a été désigné par le syndic - le cabinet « Europa Immobilier » - pour rédiger l'acte notarié et la modification de l'assiette de la copropriété, de par son antériorité sur la rédaction du premier règlement de copropriété ; il est également le notaire désigné par Madame Fondeville.

En conséquence, il est proposé :

- d'acquérir la parcelle EZ 586 de 31 m² au prix de 54 € / m², soit un montant total de 1 674 € auprès de la résidence « Les Rives du Lez » représentée par son syndic, le cabinet « Europa Immobilier » ;
- de verser un montant forfaitaire de 800 € (huit cents euros) à Madame Fondeville, propriétaire de l'appartement situé au rez-de-chaussée de l'immeuble, à titre de dédommagement de perte de jouissance du jardin privatif, afin de libérer la Ville de tout engagement notamment avec le locataire ;
- de saisir Maître Carment, notaire à Prades-le-Lez, pour rédiger l'acte de transfert de propriété et la modification de l'assiette de la copropriété, aux frais de la Ville acquéreur ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 08 octobre 2013